



Commission Exécutive Confédérale du 12 mars 2024

Rapport introductif

Bonjour Camarades,

Nous commencerons le rapport introductif de notre Commission exécutive par la gravité de la situation internationale et aussi de celle de nos frères d'Haïti.

Les conséquences inhumaines des guerres en cours sont déjà quotidiennes pour des centaines de milliers de personnes. Les menaces de généralisation des conflits s'accroissent. Les conséquences de l'accélération de la politique guerrière des grandes puissances impérialistes avec leur chef de file américain d'un côté et la Russie de Poutine et des oligarques de l'autre sont déjà présentes. Nous travailleurs, jeunes, chômeurs, retraités, nous avons déjà à y faire face !

Le 26 février dernier, lors d'une conférence de soutien à l'Ukraine qui se tenait à Paris, Macron lâchait que « l'envoi de troupes au sol ne devait pas être exclu ». Il ne s'agit pas de déclarations anodines. Macron, essaie de gonfler le torse et de faire le fanfaron, face au dictateur Poutine et, en même temps, face à Trump et Biden, Mais ce type de déclarations est « sous contrôle ». Il sert aussi à préparer de plus en plus les populations à l'idée que la guerre change de dimensions.

Les budgets de défense des Etats européens ont augmenté de 32 % en dix ans. En France, les entreprises d'armement montent en charge pour approvisionner le front ukrainien en obus, blindés, canons Caesar.

En fait les puissances impérialistes mènent déjà cette guerre à grande échelle et ils nous y entraînent chaque jour davantage.

De son côté Poutine, l'homme fort de Russie est en fait un dictateur qui musèle son propre peuple et l'écrase sous un talon de fer au bénéfice des oligarques les plus riches qu'il représente. A la veille de sa prochaine élection, l'avancée de ses troupes sur le front ukrainien, le conforte. Il joue même à se faire menaçant vis-à-vis des proches pays européens, de la Baltique, ou de Roumanie.

Confédération Générale du Travail de la Martinique

Porte 2, Maison des Syndicats, Boulevard du Général de Gaulle, 97200, Fort de France

Tél. : 0596 70 57 17 ; Télécopie : 0596 63 80 10 // Internet : <http://www.cgt-martinique.fr> // mèl : cgtm.972@orange.fr

Mais dans ce combat entre grandes puissances, les puissances occidentales ne sont pas les blanches colombes qu'elles prétendent être au nom de la démocratie. Ce qui se passe aujourd'hui à Gaza, où elles laissent, depuis cinq mois, leur allié israélien massacrer et affamer les Palestiniens réfugiés à Rafah, le démontre une fois de plus.

Le vendredi 8 mars, l'Union européenne et les États-Unis ont annoncé l'ouverture prochaine d'une voie corridor entre l'état de Chypre et Gaza pour acheminer l'aide humanitaire dans le territoire palestinien affamé et bombardé sans cesse par Israël, depuis cinq mois de guerre. Selon l'organisation des Nations Unis elle-même « les parachutages entrepris la semaine précédente, de même que l'envoi d'aide par la mer, ne peuvent remplacer l'arrivée de l'aide humanitaire par voie terrestre ». L'hypocrisie des pays impérialistes et de leur chef de file, les États Unis, est criminelle. Elle est aussi dangereuse car elle alimente un engrenage guerrier sans fin.

En plus de ces tensions guerrières alimentées par les grandes puissances au profit des grands groupes capitalistes s'ajoutent celles que connaissent à nos portes nos frères et sœurs haïtiens.

Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, les gangs criminels se sont multipliés et développés. Ils sont présents dans la capitale Port au Prince, rançonnant, violant, tuant et faisant leur loi. Ils exigent désormais le départ du premier ministre Ariel Henry.

Là encore les pays impérialistes comme les États Unis ou la France, ont une grande part de responsabilité dans la déliquescence de l'État haïtien. Elle s'est développée sur fond de pillage des richesses du pays au profit d'une bourgeoisie locale et des intérêts capitalistes dans la région, sur la corruption et sur l'exploitation violente des travailleurs. Aujourd'hui, face au chaos et à la violence, ces mêmes pays prévoient comme solution d'envoyer une force internationale pour agir aux côtés de la police locale.

Pour l'instant les travailleurs et les masses populaires continuent d'encaisser les coups. Pour autant, elles ne se laissent pas complètement abattre. Et en fin de compte, c'est bien en comptant sur leurs propres forces massives et collectives, qu'elles pourront changer leur sort. Nous, organisation de la CGTM travailleurs de Martinique, nous devons leur affirmer toute notre solidarité, pour aujourd'hui et pour demain.

Camarades,

Je vais aborder dans une 2ème partie quelques-unes des conséquences de la politique des dirigeants français dans ce contexte. Et il s'agit de notre quotidien en tant que travailleurs.

Après avoir arrosé les patrons avec le « quoi qu'il en coûte » durant la période Covid, Macron, Attal et Lemaire prétendent retourner à l'équilibre des comptes de l'État avec un retour à une dette publique ne dépassant pas les 4.4% du PIB -produit intérieur brut, correspondant à la valeur de l'ensemble des richesses produites) comme prévu par

Confédération Générale du Travail de la Martinique

Porte 2, Maison des Syndicats, Boulevard du Général de Gaulle, 97200, Fort de France

Tél. : 0596 70 57 17 ; Télécopie : 0596 63 80 10 // Internet : <http://www.cgt-martinique.fr> // mèl : cgtm.972@orange.fr

l'Europe... Mais bien sûr ils font ces économies en prenant essentiellement dans nos poches et celles de tous les travailleurs et non pas sur les énormes profits faits par les grosses sociétés.

Pour rappel, en 2023, les entreprises du CAC 40 (cotées en bourse) ont distribué 97 milliards à leurs actionnaires !

Ainsi, le gouvernement français vient de diminuer par décret de 10 milliards d'euros, le budget 2024 alors qu'il avait déjà été voté... Cela fait un total de 28 milliards qui disparaissent des budgets sociaux pour 2024 : logement, travail et emploi, enseignement supérieur, mais aussi santé, etc.....

Le gouvernement promet une diminution supplémentaire de 20 milliards pour l'année 2025 !

Exemple des attaques contre les chômeurs

Pour faire des économies, Attal veut tripler le nombre de contrôle contre les chômeurs. Cela vient en plus de la diminution du montant des indemnités de chômage et de leur durée, de l'obligation de travailler 15 heures par semaine pour toucher le RSA, et de la suppression de l'ASS (allocation spécifique de solidarité) pour les chômeurs en fin de droits.

Cette série d'attaques vise à obliger les chômeurs à accepter n'importe quel emploi, et ainsi tirer tout le monde du travail vers le bas. C'est tous ensemble, travailleurs en activité ou non, qu'il faut y riposter.

Sur le plan local, on assiste toujours à une certaine agitation du président de la collectivité, Letchimy autour des questions d'autonomie.

Dernièrement, il y a eu le passage des experts de Macron nommés pour mener des consultations sur l'évolution institutionnelle et surtout pour aider les élus à se mettre d'accord entre eux. Mais, jusqu'à maintenant ces questions sont surtout discutées dans le monde des élus et des politiciens. Et rien n'est dit sur ce qui profitera aux travailleurs dans cette affaire. L'autonomie dans un contexte de restrictions, d'attaques constantes contre les acquis des classes populaires, cela ne peut que nous amener à ouvrir les yeux. L'autonomie comme préconisée par Letchimy ne changera rien pour nous.

Pour nous, organisation de travailleurs, un changement de statut doit être favorable aux intérêts des travailleurs et des couches populaires. Pour cela, nous n'avons pas à nous montrer indifférents à la question du changement de statut. Au contraire, il nous faut mettre clairement en avant nos revendications de classe, sur les embauches, sur les salaires, la précarité, en toute circonstance, lors de toutes les mobilisations.

Une autre question revient dans l'actualité discutée parmi les élus, celle de l'octroi de mer. L'Etat semble vouloir supprimer cette taxe en disant qu'elle est la cause de la vie chère. C'est aussi la conclusion d'un dernier rapport de la Cour des comptes.

C'est surtout une façon pour lui de masquer que la hausse des prix vient surtout des marges faites par les grosses sociétés, dans la grande distribution et autres.

L'Etat envisage pour les Antilles et la Réunion, de remplacer l'octroi de mer par une augmentation du taux normal de la TVA. Ce sera encore nous les travailleurs qui risquons de trinquer dans l'affaire.

Il nous faut toujours comprendre que dans cette période, les gros capitalistes et ceux qui les aident à fonctionner ne veulent rien lâcher sur leurs profits.

Eh bien, il est important que nous travailleurs, nous défendions ! C'est pourquoi il est nécessaire pour nous de mettre en avant nos revendications et nos intérêts

Camarades, je terminerai avec ce chiffre de l'enquête de l'INSEE publiée le 8 mars dernier. En un an, **le nombre de dossiers de surendettement des ménages a augmenté de 13%** dans les collectivités et départements dits d'outremer ! Du jamais vu depuis 10 ans selon cet institut ! Et les femmes représentent 63% de la population touchée. ! Le rapport de l'INSEE indique que ces chiffres « reflète(nt) en partie les conséquences économiques de la crise sanitaire et de la hausse de l'inflation pour les populations d'outremer déjà marquées par un chômage structurellement élevé ». Mais la réalité est que pour vivre dignement il faut une augmentation des salaires avec un minimum de 500 euros Net pour tous, des salaires, mais aussi des pensions de retraites si basses, et des allocations !

A nous, travailleurs, salariés du public et du privé de crier bien fort et clairement nos revendications et de soutenir tous ceux qui, sous une forme ou une autre, le font déjà !

- Woulo pour nos camarades de l'EDF, en grève pour les salaires le mois dernier !
- Woulo pour les camarades des Vedettes Tropicales en grève depuis le 26 février, pour les salaires, les conditions de travail et leurs conventions collectives.

Merci de votre écoute !

Dernière heure : Il y a l'affaire de la répression judiciaire et policière contre Hervé Pinto désormais incarcéré. La CGTM dénonce à nouveau les pratiques discriminatoires et violentes de la justice coloniale toujours prompte à enfermer des militants alors qu'elle se montre si clémentine avec les oppresseurs et les capitalistes empoisonneurs.